



## PRÉFET DE L'ESSONNE

### PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

### ARRÊTÉ

**n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/019 du 15 janvier 2015  
mettant en demeure la Société PREST-LOGISTIQUE de respecter  
les conditions d'exploitation imposées pour ses installations situées  
11/13 Boulevard de l'Europe à WISSOUS**

**LE PREFET DE L'ESSONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MCP-041 du 19 décembre 2014 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 autorisant la société FIMACO à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situées 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous,

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 29 février 2000 à la société CARLAP pour la reprise de l'exploitation des activités précédemment exploitées par la société FIMACO,

VU l'arrêté préfectoral n°2001/PREF/DCL/0037 du 9 février 2001 portant imposition à la société CARLAP de prescriptions techniques complémentaires visant à prévenir le risque de légionellose lié à la présence de tours aéroréfrigérantes,

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 mars 2006 à la société CARLAP pour l'exploitation au 11/13 Boulevard de l'Europe à Wissous de l'activité suivante :

- n°2921-2 (D avec bénéfice de l'antériorité) : installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée = 1021 kW),

VU l'arrêté préfectoral n°2007-PREF.DCI 3/BE 00020 du 25 janvier 2007 imposant à la société CARLAP des prescriptions complémentaires lié au renforcement de la sécurité lors des opérations de maintenance des installations utilisant de l'ammoniac liquéfié,

VU le courrier préfectoral du 19 décembre 2011 portant mise à jour de la situation administrative de la société CARLAP comme suit :

- n°1136 (A) : emploi ou stockage de l'ammoniac (installation de réfrigération, emploi de l'ammoniac comme fluide frigorigène pour une quantité totale d'ammoniac susceptible d'être présente dans l'installation de 3 500 kg)
- n°1511 (DC avec bénéfice de l'antériorité) : entrepôt frigorifique (volume = 25 000 m<sup>3</sup>, quantité = 2 500 t),

VU l'arrêté préfectoral n°2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/036 du 20 janvier 2012 mettant en demeure la société CARLAP située à Wissous de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 et des arrêtés ministériels du 16 juillet 1997 et du 2 février 1998,

VU l'arrêté préfectoral n°2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/038 du 28 janvier 2013 mettant en demeure la société CARLAP de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de son établissement sis 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2014-0042 délivré le 3 juillet 2014 à la société PREST-LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 11/13 Bd de l'Europe – BP 46 – 91320 WISSOUS, pour la reprise de l'exploitation des installations sises 11/13 Boulevard de l'Europe (historiquement 68 Rue Guillaume Bigourdan) à WISSOUS, précédemment exploitées par la société CARLAP,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 novembre 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection des installations effectuée le 22 octobre 2014, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier en date du 18 novembre 2014 informant l'exploitant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations (à savoir avant le 15 décembre 2014),

VU les observations de l'exploitant transmises par courrier daté du 16 décembre 2014 et reçu le 19 décembre 2014, soit à l'expiration du délai imparti,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 décembre 2014, faisant suite à ces observations,

CONSIDERANT que lors de la visite du 22 octobre 2014, l'inspecteur a constaté les écarts suivants aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 9 mars 1992 :

- le mode de stockage réalisé dans la cellule sec de la société SUD NORD LOGISTICS présente un risque non négligeable d'incendie
- l'état des stocks de la société SUD NORD LOGISTICS n'est pas connu et notamment la compatibilité des produits stockés n'est pas démontrée
- des archives sont stockées dans une pièce de la salle des machines
- la totalité des murs du local de charge ne sont pas coupe-feu deux heures jusqu'en sous face de couverture,

CONSIDERANT que l'inspecteur a également relevé l'absence de signalisation d'interdiction de fumer et d'apporter du feu nu dans la salle des machines et ses abords, contrairement aux dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas présenté l'attestation de travaux liés au risque foudre, ainsi que l'attestation de vérification des travaux liés au risque foudre, qu'il ne respecte pas les dispositions des articles 20 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé,

CONSIDERANT également que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions des arrêtés de mise en demeure susvisés des 20 janvier 2012 et 28 janvier 2013 relatives aux horaires de fonctionnement, aux niveaux de bruit et à la mise en place d'une clôture autour de l'installation PREST LOGISTIQUE, ce qui contrevient aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 1992,

CONSIDERANT que les réponses apportées hors délai par l'exploitant ne permettent pas de répondre aux non-conformités notables relevées lors de l'inspection du 22 octobre 2014,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société PREST-LOGISTIQUE de respecter les conditions d'exploitation imposées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société PREST-LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 11/13 boulevard de l'Europe, BP 46, 91320 WISSOUS, exploitant les installations classées pour la protection de l'environnement sises 11/13 Boulevard de l'Europe (historiquement 68 Rue Guillaume Bigourdan), 91320 WISSOUS, est mise en demeure de respecter :

### dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 1 de l'annexe VII de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 :
- en prenant toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques d'incendie ou d'explosion relatifs au mode de stockage dans la cellule sec de la société SUD NORD LOGISTICS. En outre l'exploitant s'assure que le stockage présent dans la cellule ne peut être à l'origine d'un incendie généralisé de ses installations. Il modélise les flux thermiques associés au stockage et porte à la connaissance du préfet les conclusions de ces modélisations ;
- en évacuant les produits combustibles présents dans la salle des machines et notamment les cartons d'archives afin de limiter les risques d'incendie ;

- les dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène, en signalant l'interdiction de fumer et d'apporter du feu nu au niveau de la salle des machines ;

### dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 1 de l'annexe VII de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992, en justifiant que les produits en présence dans la cellule sec de la société SUD NORD LOGISTICS sont compatibles et ne constituent donc à aucun moment de l'année un risque d'incendie ou d'explosion ;
- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992, en respectant les horaires de fonctionnement indiqués dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à savoir, limiter les manœuvres des camions de 7h à 12h et de 14h à 17h. A défaut, l'exploitant doit transmettre dans ce même délai un dossier de porter à connaissance demandant la modification d'exploitation de son site conformément aux dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992. L'exploitant présentera dans ce dossier les mesures compensatoires (organisationnelles et/ou techniques) permettant d'assurer la prise en compte des riverains ;
- les dispositions de l'article 4 de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992, en respectant les niveaux de bruit fixés. A défaut, l'exploitant doit transmettre dans ce même délai un dossier de porter à connaissance demandant la modification d'exploitation de son site conformément aux dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992. L'exploitant apportera des éléments attestant la mise en place de mesures compensatoires (organisationnelles ou techniques) ;

- les dispositions de l'article 7 de l'annexe II de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992, en mettant en place la clôture prévue. A défaut, l'exploitant doit transmettre dans ce même délai un dossier de porter à connaissance demandant la modification d'exploitation de son site conformément aux dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992. L'exploitant indiquera dans ce dossier les horaires de fermeture effective de la clôture, le plan de circulation mis en place afin que les riverains ne soient pas gênés en dehors des périodes d'ouverture de PREST LOGISTIQUE, les modalités de gestion de la clôture (entretien, fermeture) ou encore les modalités en cas d'intrusion ;

- les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en réalisant les travaux relatifs au risque foudre ;

- les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en faisant mener une vérification complète des travaux relatifs au risque foudre ;

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992, en complétant l'isolement du local abritant l'installation de compression d'ammoniac au moyen d'un matériau MO, coupe-feu de degré deux heures jusqu'en sous face de toiture.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;  
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**ARTICLE 4 : Exécution**

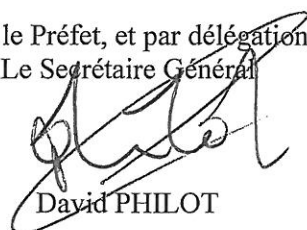
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la Société PREST-LOGISTIQUE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de WISSOUS.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général



David PHILOT